

Bibliothèque Anarchiste

Anti-copyright



# Espagne : Révolution sociale et contre-révolution stalinienne

Un militant

Un militant

Espagne : Révolution sociale et contre-révolution stalinienne

Consultés le 17 septembre 2017 de [www.cntaittoulouse.lautre.net](http://www.cntaittoulouse.lautre.net)

[fr.theanarchistlibrary.org](http://fr.theanarchistlibrary.org)



# Table des matières

<b>19 Juillet 36 : Révolution sociale et victoire sur le fascisme</b>	<b>5</b>
<b>Mai 37 : La contre-révolution stalinienne à l'oeuvre</b>	<b>8</b>



l'initiative, le contrôle des forces armées à l'arrière et sur le front où l'armée républicaine professionnalisée à outrance va aller de défaites en défaites jusqu'à la déroute finale.

80 ans après mai 37, quels enseignements tirer de cette défaite ?

Aujourd'hui, le néo-fascisme moderne et son corollaire obligé, l'anti-fascisme unitaire, refont surface. Pendant la révolution espagnole le prétexte de l'unité anti-fasciste fut utilisé comme un leurre destiné à permettre la reconstruction des institutions étatiques, mises à mal par la révolution libertaire. En 2017, la bourgeoisie républicaine française instrumentalise la peur qu'inspire le fascisme (même dans sa version light) pour consolider son pouvoir. Pourtant, ce sont bien les gouvernements issus de cette même bourgeoisie républicaine et libérale qui, sous prétexte de défendre la démocratie, mettent en place des mesures liberticides (État d'urgence) et proclament des lois contraires aux intérêts des travailleurs.

L'État, rempart de la bourgeoisie, quel que soit le masque sous lequel il se présente, est l'ennemi juré des militants de la liberté, de l'égalité et de la justice. Prétendre qu'il existerait une hiérarchie dans la dangerosité des ennemis de la Liberté, et en conclure qu'une sorte d'alliance avec les moins pires, serait possible est une illusion mortelle. L'échec de la révolution libertaire espagnole nous le rappelle cruellement.

## 19 Juillet 36 : Révolution sociale et victoire sur le fascisme

1936, le talon de fer de l'État et du capitalisme écrase l'Europe. En URSS le capitalisme d'État s'installe dans une dictature sanglante. En Allemagne c'est le cauchemar nazi. En Italie règne le fascisme mussolinien. Au Portugal, Salazar impose la terreur.

A l'opposé de cette domination bestiale qui étendra rapidement ses tentacules à tout le continent, les idéaux de liberté et d'égalité vont triompher un moment en Espagne grâce à la révolution sociale et libertaire du 19 Juillet 36.

Les militaires espagnols imbibés d'autoritarisme et de colonialisme, se sentaient un destin national de mercenaires au service des industriels et des grands propriétaires.

Quand ils firent leur coup d'État, le 18 Juillet 1936, ils pensaient que tout irait vite, qu'en Espagne comme ce fut le cas en Allemagne ou en Italie, la population se soumettrait à la brutalité de la force armée. C'est l'inverse qui se produisit. Contre les généraux traîtres il se leva dans les 24 heures un ras de marée révolutionnaire qui allait submerger non seulement les militaires fascistes mais également la bourgeoisie dominante. Dans leur calcul, les réactionnaires et les fascistes d'Espagne avaient oublié que le contexte social de ce pays était différent du reste de l'Europe. Depuis des décennies que se succédaient dans ce pays les grèves de solidarité et que se multipliaient les « aténées » (centres culturels libertaires), il s'y était développé une culture d'auto-organisation. Les luttes dans les quartiers et dans les entreprises, menées par la base, avaient forgé une mentalité qui refusait la soumission. Les ouvriers et les paysans ne suivaient pas les politiciens. Contrairement à de nombreux pays dans ces années, le Parti communiste et le parti fasciste (en Espagne, les phalangistes) étaient groupusculaires. Cette situation inédite qui a permis la première défaite historique du fascisme fut l'œuvre de l'anarchisme militant. La spécificité des militants anarchistes espagnols était d'être majoritairement issus des classes exploitées. D'origine paysanne ou ouvrière ils restaient dans leur milieu pour y mener la lutte de classe. A l'inverse de ce qui s'est produit en France, ils

ne rejoignaient pas les appareils syndicaux réformistes. Ensemble, avec leurs collègues et avec leurs voisins, ils ont construit une fédération de groupes et de syndicats qui avaient tous pour projet le communisme libertaire et dont le fonctionnement et les tactiques essayaient d'être en cohérence avec leurs finalités.

En conséquence, Le 19 juillet 1936 vit non seulement la défaite des militaires factieux battus par le peuple en armes mais la naissance d'une révolution sociale et libertaire. Cette journée fut historique car la force et la confiance collective furent telles que spontanément des masses d'hommes et de femmes descendirent dans la rue pour s'opposer au coup d'État. Dans la plus grande partie du territoire on vit des militaires, au départ arrogants et prêts à toutes les brutalités, reculer devant des foules décidées à ne pas se laisser faire puis finir par se rendre au premier venu.

Tout comme ils avaient gagné leur liberté, tout aussi naturellement et dans un même mouvement les paysans se réapproprièrent les terres des grands possédants et les ouvriers prirent en main les machines. Dans les champs, surtout en Aragon, Valence et Catalogne, il y eut un regroupement des terres cultivées en commun au sein des Collectivités villageoises. Chacun était libre de participer ou pas à ces Collectivités. Mais même les plus sceptiques y adhéraient quand ils constataient que la Collectivité produisait mieux pour tous et avec moins de travail. Quant aux ouvriers catalans ils placèrent leur entreprise en auto-gestion et au service de tous.

Bien-entendu les privilèges, les traditions et l'obscurantisme religieux furent jetés par la fenêtre. Dans le pays de l'inquisition, on eut le droit de vivre en union libre ou de divorcer. C'était dans une atmosphère de liesse, de bonheur partagé et de fraternité que le peuple marchait vers un futur plus juste et plus humain en cet été de 1936.

Cela pouvait être contagieux. La bourgeoisie ne pouvait supporter un tel exemple. Elle était consciente de l'ampleur du vide politique occasionné par la socialisation et l'autogestion des moyens de production qui ne laissaient aucune place aux gesticulations politiciennes. Le communisme libertaire était en marche et rendait inutile toute forme de pouvoir et de hiérarchie. Le premier acte des anciens dirigeants politiques fut d'inciter les anarchistes à participer à un gouvernement de front populaire. Ceux-ci commirent l'erreur d'accepter. Certains, dont Fédérica Montseny, furent nommés ministres et ce n'est que trop tard qu'ils s'avisèrent d'avoir ainsi remis le pied à l'étrier aux adversaires de la révolution sociale. Ces derniers préféraient tout plutôt que l'émancipation sociale. Ils allaient peu à peu accomplir leur travail de sape. Les politiciens

- Le 8 mars 37 à Vilanesa les anarchistes défendent leur local contre une attaque policière (4 libertaires morts, 11 policiers tués).
- En ce même mois de mars, le cinquième régiment mené par le général stalinien Lister attaque et désorganise les collectivités rurales autogérées en Aragon, causant des dégâts considérables et de nombreuses victimes civiles.
- Le 27 avril, une attaque en règle contre la CNT en Cerdagne provoque la mort de plusieurs militants dont celle du leader anarchiste Antonio Martin Escudero.
- Enfin, rappelons que les circonstances de la mort de Durutti, le plus prestigieux des leaders de la CNT, n'ont jamais été éclaircies et que nombre de militants de l'époque accusèrent les communistes.

Sur le front, de nombreux incidents sont également à déplorer. Si les régiments communistes disposent d'armes modernes fournies par les russes, l'armement des colonnes anarchistes est obsolète et elles disposent de peu de munitions. Les assauts sont lancés sans couverture d'artillerie, ce qui entraîne d'énormes pertes. A l'arrière, les membres des forces de la police, équipés par les soviétiques, disposent d'un équipement moderne. Tous ces faits sont largement connus et commentés, ce qui explique le sentiment de révolte partagé par beaucoup de libertaires : la coupe est pleine et il n'est plus possible de subir sans réagir. Aussi, le 3 mai 1937, lorsque les gardes d'assaut tentent d'occuper le central téléphonique de Barcelone aux mains de la CNT depuis le 19 juillet, les comités de défense et de quartiers veulent mettre un terme définitif aux ambitions des staliniens. Mais les stratèges de la CNT ont, eux, une vision autre. Obnubilés par la lutte contre le fascisme, ils ne veulent pas prendre le risque de faire exploser le front anti-fasciste et appellent à l'arrêt sans condition des combats. Pour César M. Lorenzo, historien du mouvement anarchiste espagnol, pourtant peu enclin au maximalisme, « il est hors de doute que si les leaders de la CNT avaient décidé de se lancer dans l'aventure, ils auraient vaincu sans aucune difficulté les staliniens du PSUC et leurs alliés » mais, ajoute-t-il plus loin, « l'Espagne républicaine aurait éclaté en plusieurs blocs antagonistes devenant une proie facile pour l'armée franquiste ». Pour Lorenzo cependant « ... une fois de plus la CNT reculait, or ce retrait équivalait à une véritable déroute ».

L'échec de l'insurrection anti-stalinienne de mai 37 va condamner la CNT à une stratégie toujours plus défensive, laissant aux communistes et à leurs alliés

Le PCE et le PSUC ne sont, dans ce contexte, que les instruments dociles du maître du Kremlin.

Véritablement prisonniers de leur choix de privilégier à tout prix l'unité antifasciste, les dirigeants de la CNT vont être condamnés à la défensive, reculant sans cesse sur les conquêtes révolutionnaires, contraints à pactiser avec leurs adversaires politiques, laissant aux communistes et à leurs alliés (catalanistes et républicains bourgeois) l'avantage incontestable de l'offensive. Conscients de la force du mouvement libertaire mais aussi de ses faiblesses, et bien décidés à en tirer profit, les staliniens vont avoir recours à une véritable guérilla politique au sein des institutions étatiques en voie de reconstruction pour grignoter de plus en plus de postes clés et tenter d'affaiblir leurs principaux adversaires, les libertaires. En même temps, les staliniens vont se livrer à toute une série de provocations armées pour tester les réactions de la CNT et conforter dans l'absence de riposte leur avantage militaire.

Bien avant le mois de mai 37, les tensions entre anarchosindicalistes et staliniens se multiplient. Les provocations de ces derniers gagnent en intensité, ne suscitant souvent que peu de réactions de la part des « comités supérieurs » aveuglés par leur collaboration et leur volonté de « coexistence pacifique » alors que les communistes ont fait le choix d'une agression continue. Dresser la liste exhaustive de ces provocations serait trop long, mais en voici quelques exemples :

- Le 31 octobre 36, à Valence, lors de l'enterrement d'un milicien anarchiste tué par la GPA, les communistes locaux ouvrent le feu à la mitrailleuse sur la foule des miliciens qui suivent le cercueil. Abel Paz, historien du mouvement libertaire espagnol, rapporte que les « braves combattants du PC obtinrent une éclatante victoire, puisqu'elle fit 30 morts et plus de 80 blessés dans nos rangs ». Malgré le vif désir de revanche, on fit comprendre aux miliciens que le temps n'était pas à la vengeance mais à la lutte contre le fascisme et c'est ainsi, conclut Abel Paz, « qu'il n'y eut pas de réponse à cet odieux massacre ».
- Le 19 février à Almortá un milicien CNT très connu, Francisco Maroto, est accusé de trahison (il fait des incursions en terrain ennemi) par des communistes et condamné à des années de prison. La direction de la CNT le soutient très faiblement.

professionnels socialistes et communistes, alors qu'ils ne représentaient rien, siégèrent également dans le gouvernement républicain unitaire qui fut de moins en moins symbolique et de plus en plus réactionnaire. De plus, le capitalisme avait de nouveau un pied dans chaque camp et pouvait manœuvrer au niveau international.

Dans le camp fasciste, bien sûr, les nazis de Hitler et les chemises noires de Mussolini vinrent soutenir Franco. Dans le camp « démocrate », les bourreaux staliniens furent invités par les dirigeants républicains. Le but des uns et des autres était commun : écraser les libertés et liquider les militants et les conquêtes révolutionnaires. Après les journées de mai 1937 à Barcelone ceci se réalisa au grand jour. On assista alors à la répression ouverte contre les dissidents anarchistes ou marxistes, puis à la destruction des collectivités par les chars du Parti Communiste Espagnol. Ce fut la militarisation de la société. La transformation par la force de la révolution en une guerre traditionnelle, dont l'épisode culminant fut l'imbécile bataille de l'Èbre, n'apporta que du sang et des larmes.

Ce fut à l'aube de la deuxième guerre mondiale -dont elle constitua de bien des manières une répétition générale- que prit fin la guerre d'Espagne.

C'était en 1939.

## Mai 37 : La contre-révolution stalinienne à l'oeuvre

*Il y a 80 ans, Barcelone se soulève pour la seconde fois : 10 mois après l'insurrection victorieuse du 19 juillet 1936, la ville se couvre à nouveau de barricades. Si les barricades sont bien les mêmes (une grande partie des militants « destacados » influents de la CNT sont absents de ce mouvement), les défenseurs de l'ordre établi, eux, ont changé d'uniforme, changé de maître : ils œuvrent maintenant pour la défense de l'état républicain de plus en plus dominé par les communistes (eux-mêmes entièrement manipulés par les soviétiques) dont l'objectif prioritaire est de restaurer l'ordre républicain en éliminant la révolution sociale et ses propagateurs.*

Ces combats du mois de mai 1937 vont faire plus de 500 morts et au moins 1000 blessés, c'est-à-dire qu'ils causeront plus de victimes que l'insurrection populaire du 19 juillet 1936 qui, dans une grande partie de l'Espagne, a vaincu le soulèvement des militaires fascistes.

Après la fin des combats, la ville, ainsi qu'une bonne partie de la Catalogne, seront quadrillées et les rafles, les arrestations, les exécutions se multiplieront. Des dizaines de cadavres seront retrouvés dont beaucoup portant des traces de torture ; de nombreuses disparitions seront signalées. Les victimes sont membres des Jeunesses Libertaires, de la CNT, du POUM.

Alors que des militants des comités de quartier et des comités de défense sont en première ligne, les « comités supérieurs » de la CNT (régional et national) optent pour une solution négociée et appellent à la cessation des hostilités. A la dureté des affrontements viennent s'ajouter, pour les militants de base, le désarroi et l'amertume. Comment les « comités supérieurs » ne comprennent-ils pas l'enjeu de ces combats ? Les appels au calme de Garcia Oliver et de Fédérica Montseny (alors ministres de la justice et de la santé) diffusés à la radio semblent tellement suspects que selon le militant et historien cénétiste, José Peirats « parmi les combattants libertaires, le bruit courait que les orateurs étaient séquestrés par les communistes et qu'ils étaient obligés de lire les textes qui leur étaient dictés ». Cette rumeur faisant de Garcia Oliver et de Fédérica Montseny les otages des communistes se répand si bien « que les militant

confédéraux qui contrôlaient la forteresse de Montjuic pointèrent les canons vers la généralité, sans jamais les utiliser ».

De fait les « comités supérieurs », les dirigeants de la CNT n'étaient pas, au sens strict du terme, « otages » des communistes mais ils avaient dès le 23 juillet fait le choix de la collaboration avec les institutions étatiques, privilégiant la lutte contre le fascisme au détriment de la révolution sociale. Ce choix les liait donc, de fait, à ces dangereux partenaires. Ils avaient à la fois sous-estimé la redoutable capacité de nuisance des communistes, tenus pour quantité négligeable (or, leur nombre va s'accroître rapidement), surestimé leurs propres forces, et surtout très largement sous-estimé la difficulté de se mesurer à des politiciens professionnels sur leur terrain.

Si pour les comités supérieurs de la CNT, le fascisme était bien l'ennemi numéro un (ils ont en conséquence joué la carte de l'unité anti-fasciste de façon quasiment suicidaire), les communistes avaient, quant à eux, comme priorité absolue la marginalisation, voire l'élimination, des libertaires et des militants du POUM. Ceci constituait, de leur point de vue, une première étape nécessaire pour parvenir à la victoire contre le fascisme.

José Peirats rappelle qu'un des leaders du PSUC (parti communiste catalan) avait déclaré : « avant de prendre Saragosse (aux mains des fascistes), il faut prendre Barcelone (ou prédominait la CNT). Ce genre de propos en dit long sur l'état d'esprit qui animait les communistes à ce moment-là et illustre parfaitement leur conception de l'unité anti-fasciste. Il n'est pas inutile de rappeler que le PC espagnol n'était, à cette époque, pas implanté dans la classe ouvrière et que pour se développer, il se présentait, coté républicain comme le parti protecteur de l'ordre et de la propriété. Ainsi, il attirait à lui les membres de la petite et moyenne bourgeoisie effrayés par les mesures révolutionnaires (autogestion des entreprises, contrôle ouvrier, communautés rurales, etc) impulsées par les anarchosindicalistes. A l'évidence, les intérêts de cette petite et moyenne bourgeoisie étaient diamétralement opposés à ceux du prolétariat gagné aux idées libertaires.

Les communistes espagnols vont bénéficier par ailleurs de l'appui inconditionnel des soviétiques. L'URSS est alors le seul état qui accepte de fournir des armes (moyennant l'envoi à Moscou des réserves de la banque d'Espagne : 500 tonnes d'or) aux républicains et leur influence ne va cesser de s'accroître. Les soviétiques, conseillers politiques ou militaires, diplomates ou agents de la Guépéou, s'introduisent dans tous les rouages de l'Etat républicain avec un objectif bien précis : le contrôler, entraver la marche de la révolution sociale qui inquiète les démocraties occidentales dont Staline souhaite se rapprocher.